

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

EULEX KOSOVO

Mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo

Mise à jour: mars 2012
EULEX/17

Mandat et objectif

La mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) est la plus grande mission civile jamais déployée dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'objectif central de la mission est d'assister et de soutenir les autorités du Kosovo dans les domaines liés à l'État de droit, en particulier la police, la justice et les douanes.

La mission EULEX KOSOVO est conçue comme un effort mené conjointement avec les autorités locales, conformément au principe de la maîtrise locale du processus. À cette fin, elle assure des actions de suivi, d'encadrement et de conseil, tout en assumant certaines responsabilités exécutives dans des domaines de

compétence spécifiques, notamment les crimes de guerre, la criminalité organisée et la corruption, le terrorisme et les infractions financières graves. Le personnel de la mission est essentiellement composé de policiers, de juges, de procureurs et d'agents des douanes.

La mission s'inscrit dans le cadre plus large de l'action menée par l'UE afin de promouvoir la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux et d'aider les autorités du Kosovo dans les réformes nécessaires qu'elles entreprennent, conformément à leur perspective européenne et à la perspective européenne globale de l'ensemble des Balkans occidentaux.



(© EULEX Kosovo, UE)

"EULEX KOSOVO aide les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes..."

ACTION COMMUNE 2008/124/PESC DU CONSEIL du 4 février 2008 relative à la mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO

Réalisations de la mission

Au cours des trois dernières années, depuis que la mission EULEX a atteint sa pleine capacité opérationnelle, les autorités du Kosovo compétentes en matière d'État de droit ont accompli des

progrès substantiels. Ainsi, les services des douanes sont déjà très efficaces et la police du Kosovo, qui est très appréciée par la population, est de plus en plus professionnelle. Si l'essentiel de ces progrès est à mettre à l'actif du Kosovo, les actions d'encadrement, de suivi et de conseil assurées par EULEX ont aussi joué un rôle. Le domaine de la justice reste un défi, qui demandera de la patience et du temps.



(© EULEX Kosovo, UE)

Pour ce qui est des compétences exécutives d'EULEX, plus de 380 enquêtes pénales sont en cours et plus de 210 verdicts ont déjà été rendus. Les procureurs d'EULEX ont traité plus de 1 850 dossiers. Grâce aux enquêtes dont ont fait l'objet des ministres de haut rang, des responsables politiques, d'anciens dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), des hommes d'affaires et des membres des services secrets, la mission a sérieusement ébranlé le sentiment d'impunité.

En ce qui concerne les crimes de guerre, la criminalité organisée et la corruption, qui sont des domaines très sensibles, difficiles et nécessitant un travail de longue

haleine, plus de 170 affaires sont en cours et plus de 65 verdicts ont déjà été rendus, avec des peines allant souvent jusqu'à 15 ans ou plus d'emprisonnement.

Prochaines étapes

Le mandat actuel de la mission expire le 14 juin 2012. Il est toutefois prévu que celle-ci s'achèvera lorsque les autorités du Kosovo auront acquis une expérience suffisante pour garantir l'État de droit à tous les membres de la société. La mission fait actuellement l'objet d'un processus de réexamen mené dans le cadre des structures de l'UE, sur la base duquel les États membres de l'UE décideront de sa prolongation probable et de sa reconfiguration.

FAITS ET CHIFFRES

Lieu de la mission: Kosovo
Quartier général: Pristina (Kosovo)
Chef de mission: Xavier Bout de Marnhac
Effectif maximum autorisé: 1 950 membres internationaux et 1 200 membres locaux
Effectif actuel: 1 359 membres internationaux et 1 148 membres locaux
Durée du mandat: jusqu'au 14 juin 2012
Budget de la mission: 72 millions EUR (pour la période allant du 15 décembre 2011 au 14 juin 2012)
États contributeurs: la plupart des États membres de l'UE, ainsi que la Norvège, la Suisse, la Turquie, la Croatie et les États-Unis. D'autres États pourraient se joindre à eux.



Toile de fond

La mission a été lancée sur la base d'une décision adoptée par l'ensemble des 27 États membres de l'UE en février 2008. Sa phase opérationnelle a débuté en décembre 2008 et la mission a atteint sa pleine capacité opérationnelle en avril 2009.

EULEX a une chaîne de commandement unifiée liée au Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et aux États membres de l'UE (Comité politique et de sécurité). Elle opère dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Pour en savoir plus: www.eulex-kosovo.eu

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".

Basée à Bruxelles, la capacité civile de planification et de conduite (CPC) est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PSDC. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PSDC, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

D'autres informations et documents de référence figurent à l'adresse
www.consilium.europa.eu/csdp - eeas.europa.eu